

## DEMANDE DE PRIX (RFQ)



RFQ Référence : RFQ 2021 - 03	Date: 20 January 2021
-------------------------------	-----------------------

### SECTION 1 : DEMANDE DE PRIX (RFQ)

Le PNUD vous invite à remettre votre offre de prix pour la fourniture de biens, de travaux et/ou de services, conformément à l'annexe 1 de la présente RFQ.

Cette demande de prix comprend les documents suivants :

Section 1 : Cette lettre d'invitation

Section 2 : RFQ Instructions et Données

Annexe 1 : Calendrier des exigences

Annexe 2 : Formulaire de soumission de l'Offre

Annexe 3 : Offre technique et financière

Lors de la préparation de votre devis, veuillez suivre les instructions et données de la RFQ. Veuillez noter que les devis doivent être présentés à l'aide de l'annexe 2 : Formulaire de soumission de l'Offre et Annexe 3 : Offre technique et financière, selon la méthode et à la date et l'heure indiquées en Section 2. Il est de votre responsabilité de veiller à ce que votre devis soit soumis avant la date limite. Les offres reçues après la date limite de soumission, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en considération pour évaluation.

Nous vous remercions et espérons recevoir votre offre.

Préparé par :

Signature : \_\_\_\_\_

Nom : Myriam Hermassi

Titre : Associée aux Achats

Date : 20/01/2021

<p>SECTION 2 : INSTRUCTIONS ET DONNÉES DE LA RFQ</p> <p><b>Introduction</b></p>	<p>Les soumissionnaires doivent respecter toutes les exigences de la présente RFQ, y compris les modifications apportées par écrit par le PNUD. Cette RFQ est menée conformément à la <a href="#">UNDP Programme and Operations Policies and Procedures (POPP) on Contracts and Procurement</a></p> <p>Toute offre soumise sera considérée comme une offre par le soumissionnaire et ne constitue pas ou n'implique pas son acceptation par le PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer un contrat à un soumissionnaire à la suite de la présente RFQ.</p> <p>Le PNUD se réserve le droit d'annuler le processus d'approvisionnement à tout moment sans aucune responsabilité pour le PNUD, sur avis aux soumissionnaires ou publication d'un avis d'annulation sur le site Web du PNUD.</p>
<p><b>Date limite de soumission de l'offre</b></p>	<p><b>Vendredi 05 mars 2021 à 15h00 heure de Tunis</b></p> <p>En cas de doute quant au fuseau horaire dans lequel l'offre doit être soumise, <a href="http://www.timeanddate.com/worldclock/">http://www.timeanddate.com/worldclock/</a>.</p> <p>Pour la soumission eTendering - comme indiqué dans le système eTendering. Notez que le fuseau horaire du système se situe dans le fuseau horaire EST/EDT (New York).</p>
<p><b>Méthode de soumission</b></p>	<p>Les offres doivent être soumises comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input checked="" type="checkbox"/> Adresse e-mail dédiée</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Courrier / Dépôt manuel</li> </ul> <p>Adresse de soumission: Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center, Tour A, Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Format de fichier : PDF</li> <li>▪ Les noms de fichiers doivent être d'une longueur maximale de 60 caractères et ne doivent contenir aucune lettre ou caractère spécial autre que celui de l'alphabet/clavier latin.</li> <li>▪ Tous les fichiers doivent être exempts de virus et non corrompus.</li> <li>▪ Taille du fichier maximal par transmission : 10 MB</li> <li>▪ Objet obligatoire de l'e-mail : <b>RFQ 2021-03 : réalisation d'une enquête de terrain nationale afin d'approfondir les Connaissances et Perception des phénomènes de la torture et de la traite des personnes ainsi que l'indépendance de la magistrature et le rôle du CSM</b></li> <li>▪ Plusieurs courriels doivent être clairement identifiés en indiquant dans la ligne d'objet « e-mail no X de Y », et l'email final « Y de Y ».</li> <li>▪ Il est recommandé que l'Offre complète soit consolidée en aussi peu d'attachement que possible.</li> </ul> <p>Le soumissionnaire doit recevoir un courriel confirmant la réception par retour de courrier.</p> <p>[Pour la méthode eTendering, cliquez sur le lien <a href="https://etendering.partneragencies.org">https://etendering.partneragencies.org</a> et insérer des informations du numéro d'Event ID]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Insérez le BU Code et le numéro d'Event ID</li> </ul> <p>Des instructions détaillées sur la façon de soumettre, de modifier ou d'annuler une offre dans le système eTendering sont fournies dans le guide utilisateur du soumissionnaire et les vidéos d'instruction du système eTendering disponibles sur ce lien: <a href="http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notices/resources/">http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notices/resources/</a></p>
<p><b>Coût de préparation du devis</b></p>	<p>Le PNUD n'est pas responsable des coûts associés à la préparation et à la présentation d'un devis par un fournisseur, quel que soit le résultat ou la façon de procéder au processus de sélection.</p>
<p><b>Code de conduite des fournisseurs, fraude, corruption,</b></p>	<p>Tous les fournisseurs potentiels doivent lire le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et considérer qu'il fournit les normes minimales attendues des fournisseurs de l'ONU. Le Code de conduite, qui comprend des <b>principes sur le travail, les droits de la personne, l'environnement et la conduite éthique</b>, peut être trouvé à l'article : <a href="https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct">https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct</a></p> <p>En outre, le PNUD applique strictement une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques interdites, y compris la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique ou non</p>

	<p>professionnelles et l'obstruction des fournisseurs du PNUD et exige que tous les soumissionnaires/fournisseurs respectent les normes d'éthique les plus élevées pendant le processus d'approvisionnement et la mise en œuvre des contrats. La politique antifraude du PNUD se trouve à l'adresse :</p> <p><a href="http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_an_dinvestigation.html#anti">http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_an_dinvestigation.html#anti</a></p>
<b>Cadeaux et hospitalité</b>	<p>Les soumissionnaires/vendeurs ne doivent pas offrir de cadeaux ou d'hospitalité de quelque nature que ce soit aux membres du personnel du PNUD, y compris des voyages récréatifs à des événements sportifs ou culturels, des parcs à thème ou des offres de vacances, de transport ou d'invitations à des déjeuners extravagants, des dîners ou autres. Conformément à cette politique, le PNUD : a) rejette une offre s'il détermine que le soumissionnaire choisi s'est livré à des pratiques corrompues ou frauduleuses en concurrence pour le contrat en question ; b) Déclare un vendeur inéligible, indéfiniment ou pour une période indiquée, pour obtenir un contrat s'il détermine à tout moment que le vendeur s'est livré à des pratiques corrompues ou frauduleuses en concurrence ou dans l'exécution d'un contrat du PNUD.</p>
<b>Conflit d'intérêts</b>	<p>Le PNUD exige de chaque fournisseur éventuel d'éviter et de prévenir les conflits d'intérêts, en divulguant si vous, ou l'un de vos affiliés ou de votre personnel, avez participé à la préparation des exigences, de la conception, des spécifications, des estimations de coûts et d'autres renseignements utilisés dans la présente RFQ. Les soumissionnaires doivent éviter strictement les conflits avec d'autres affectations ou leurs propres intérêts, et agir sans tenir compte des travaux futurs. Les soumissionnaires jugés en conflit d'intérêts seront disqualifiés.</p> <p>Les soumissionnaires doivent divulguer dans leur offre leur connaissance des éléments suivants : a) Si les propriétaires, les copropriétaires, les dirigeants, les administrateurs, les actionnaires majoritaires, de l'entité soumissionnaire ou du personnel clé qui sont des membres de la famille du personnel du PNUD impliqués dans les fonctions d'approvisionnement et/ou le gouvernement du pays ou tout partenaire d'exécution recevant des biens et/ou des services en vertu de la présente RFQ.</p> <p>L'éligibilité des soumissionnaires qui appartiennent en totalité ou en partie au Gouvernement est subordonnée à l'évaluation et à l'examen ultérieurs par le PNUD de divers facteurs tels que l'enregistrement, le fonctionnement et la gestion en tant qu'entité commerciale indépendante, l'étendue de la propriété ou de l'action du gouvernement, la réception de subventions, le mandat et l'accès à l'information concernant la présente RFQ, entre autres. Les conditions qui peuvent entraîner un avantage indu par rapport aux autres soumissionnaires peuvent entraîner le rejet éventuel de la soumission.</p>
<b>Conditions générales du contrat</b>	<p>Tout bon de commande ou tout contrat qui sera émis à la suite de la présente RFQ est soumis aux conditions générales du contrat</p> <p>Sélectionnez le GTC applicable :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <a href="#">General Terms and Conditions for de minimis contracts (services only, less than \$50,000)</a></p> <p>Les conditions applicables et d'autres dispositions sont disponibles sur <a href="#">UNDP/How-we-buy</a></p>
<b>Conditions spéciales du Contrat</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Annulation du PO/Contrat si la livraison/l'achèvement est retardé de [30 jours]</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Autres [Les dommages et intérêts Seront appliqués comme suit : Pourcentage du prix contractuel par jour de retard et ce, à compter de la date prévue de remise du livrable : 0.2%]</p>
<b>Eligibilité</b>	<p>Un vendeur qui sera engagé par le PNUD ne peut être suspendu, radié ou autrement identifié comme inéligible par une Organisation des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre Organisation internationale. Les fournisseurs sont donc tenus de divulguer au PNUD s'ils sont soumis à une sanction ou à une suspension temporaire imposée par ces organisations. Un manquement à cette instruction peut entraîner la résiliation d'un contrat ou d'un PO délivré ultérieurement au vendeur par le PNUD.</p>

	<p>Il incombe au soumissionnaire de veiller à ce que ses employés, membres de coentreprises, sous-traitants, fournisseurs de services, fournisseurs et/ou leurs employés satisfassent aux critères d'admissibilité établis par le PNUD.</p> <p>Les soumissionnaires doivent avoir la capacité juridique de conclure un contrat les liant au PNUD et de livrer dans le pays, ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé</p>
<b>Devise de l'Offre</b>	L'offre sera établie en Dollar des Etats-Unis ; Euro ou en Devise locale (Dinar Tunisien) pour les entreprises tunisiennes
<b>Joint-Venture, Consortium ou Association</b>	<p>Si le soumissionnaire est un groupe de personnes morales qui formeront ou ont formé une coentreprise (JV), un consortium ou une association pour l'offre, ils confirmeront dans leur offre que :</p> <p>(i) ils ont désigné une partie pour agir en tant qu'entité principale, dûment investie de l'autorité de lier légalement les membres de la JV, du Consortium ou de l'Association conjointement, qui sont mis en évidence par un accord dûment notarié entre les entités juridiques et présentés avec la soumission;</p> <p>ii) s'ils obtiennent le contrat, le contrat sera conclu, par et entre le PNUD et l'entité principale désignée, qui représentera pour et pour le compte de toutes les entités membres comprenant la coentreprise, le consortium ou l'association.</p> <p>Se référer aux articles 19 à 24 sous <a href="#">Solicitation policy</a> pour plus de détails sur les dispositions applicables sur les coentreprises, consortium ou association.</p>
<b>Une seule offre</b>	<p>Le soumissionnaire (y compris l'entité principale au nom des membres individuels d'une coentreprise, d'un consortium ou d'une association) ne soumet qu'une seule offre, soit en son nom propre, soit, si une coentreprise, un consortium ou une association, en tant qu'entité principale de cette coentreprise, consortium ou association.</p> <p>Les soumissions présentées par deux (2) ou plusieurs soumissionnaires sont toutes rejetées s'il s'agit de l'une des soumissions suivantes :</p> <p>a) ils ont au moins un associé, un administrateur ou un actionnaire de contrôle en commun ; b) l'un d'entre eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l'autre ou des autres ; ou</p> <p>b) ils ont le même représentant légal aux fins du présent RFQ ;</p> <p>c) ils ont une relation entre eux, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, qui les met en mesure d'avoir accès à de l'information ou d'influencer sur la soumission d'un autre soumissionnaire au sujet de ce processus de RFQ ; ou</p> <p>d) ils sont sous-traitants de l'offre de l'autre, ou un sous-traitant d'une offre soumet également une autre offre sous son nom en tant que soumissionnaire principal ;</p> <p>e) certains membres clés du personnel proposés pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participent à plus d'une soumission reçue pour ce processus de la RFQ. Cette condition relative au personnel ne s'applique pas aux sous-traitants inclus dans plus d'une offre.</p>
<b>Droits et taxes</b>	<p>Article II, Section 7, de la Convention sur les privilèges et immunités prévoit, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris le PNUD en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, est exemptée de toutes les taxes directes, à l'exception des redevances pour les services publics, et est exemptée de restrictions douanières, de droits et de redevances de nature similaire pour les articles importés ou exportés pour son usage officiel. Toutes les cotations sont présentées déduction faite des impôts directs et des autres taxes et droits, sauf indication contraire ci-après :</p> <p>Tous les prix doivent :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Exclure la TVA et des autres taxes indirectes applicables</p>
<b>Langue de l'offre</b>	<p>Français</p> <p>Y compris la documentation comprenant les catalogues, les instructions et les manuels d'exploitation.</p>
<b>Documents à soumettre</b>	<p>Les soumissionnaires doivent inclure les documents suivants dans leur devis :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Annex 2 : Formulaire de soumission de devis dûment rempli et signé</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Annex 3 : Offre technique et financière dûment complétée et signée et conforme au cahier des exigences de l'annexe 1</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Profil de l'entreprise.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Certificat d'enregistrement ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Liste et la valeur des projets réalisés au cours des 10 dernières années au minimum ainsi que les coordonnées du client qui peuvent être contactés pour obtenir de plus amples renseignements sur ces contrats ;</p>

	<input checked="" type="checkbox"/> Liste et valeur des projets en cours avec le PNUD et d'autres organisations nationales/multinationales avec les coordonnées des clients et le ratio d'achèvement actuel de chaque projet en cours ; <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration de performance satisfaisante (certificats) des meilleurs clients en termes de valeur du contrat dans un domaine similaire ; <input checked="" type="checkbox"/> Une déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU <input checked="" type="checkbox"/> CV complets et signés pour le personnel clé proposé ; <input checked="" type="checkbox"/> Une proposition de méthodologie relative à la mise en œuvre de la mission : méthode et logiciel ; <input checked="" type="checkbox"/> Note explicative sur la compréhension des TDRs et les raisons de la candidature ;  <input checked="" type="checkbox"/> Planning de réalisation de la mission indiquant les délais de chaque étape répartie par livrable et par intervenant
<b>Période de validité de l'offre</b>	Les devis restent valables pour 120 jours à partir de la date limite pour la soumission de l'offre.
<b>Variation de prix</b>	Aucune variation des prix due à l'escalade, à l'inflation, à la fluctuation des taux de change ou à tout autre facteur du marché ne peut être acceptée à tout moment pendant la validité de l'offre et ce après la réception de ladite offre.
<b>Soumissions partielles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non autorisé
<b>Soumissions alternatives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non autorisé
<b>Conditions de paiement</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Autre : Se référer aux termes de références
<b>Conditions de libération du Paiement</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Acceptation écrite des biens, services et travaux, basé sur la pleine conformité aux exigences de la RFQ
<b>Personne-ressource pour la correspondance, les notifications et les clarifications</b>	Adresse e-mail: <a href="mailto:procurement.tn@undp.org">procurement.tn@undp.org</a> <b>Attention : Les offres ne doivent pas être soumises à cette adresse, mais à l'adresse pour la soumission de l'offre ci-dessus. Dans le cas contraire, l'offre sera disqualifiée.</b> <b>Tout retard dans la réponse du PNUD n'est pas utilisé comme motif de prorogation du délai de présentation, à moins que le PNUD ne détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique un nouveau délai aux proposant.</b>
<b>Clarifications</b>	Les demandes de clarification des soumissionnaires ne seront acceptées 07 jours avant la date limite de soumission. Les réponses à la demande de clarification seront communiquées par email avant la date limite de soumission.
<b>Méthode d'évaluation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le Contrat ou Bon de Commande sera attribué à l'offre la plus basse techniquement conforme
<b>Critères d'évaluation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Respect total de toutes les exigences visées à l'annexe 1 <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation complète des conditions générales du contrat
<b>Droit de ne pas accepter d'offres</b>	Le PNUD n'est pas tenu d'accepter un devis, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande
<b>Droit de modifier l'exigence au</b>	Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, Le PNUD se réserve le droit de modifier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou de marchandises, jusqu'à vingt-cinq pour cent (25% maximum) de l'offre totale, sans modification du prix unitaire ou d'autres modalités.

<b>moment de l'attribution</b>	
<b>Type de contrat à attribuer</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Bon de Commande <input checked="" type="checkbox"/> <a href="#">Contract Face Sheet</a> (Biens et services) (ce modèle est également utilisé pour l'accord à long terme) et si un LTA sera signé, spécifiez le document qui déclenchera la commande. Par exemple, PO, etc.)
<b>Date prévue pour l'attribution du contrat.</b>	Dès finalisation du processus de sélection
<b>Publication de l'attribution du contrat</b>	Le PNUD publiera les attributions de contrats d'une valeur de 100 000 USD et plus sur les sites Web du CO et du site Web global du PNUD.
<b>Politiques et procédures</b>	Cette RFQ est menée conformément aux <a href="#">UNDP Programme and Operations Policies and Procedures</a>
<b>Enregistrement UNGM</b>	<p>Tout contrat résultant de cet exercice RFQ sera subordonné à l'enregistrement du fournisseur au niveau approprié sur le site Web du Marché mondial des Nations Unies (UNGM) à l'adresse suivante : <a href="http://www.ungm.org">www.ungm.org</a>.</p> <p>Le soumissionnaire peut toujours soumettre un devis même s'il n'est pas enregistré auprès de l'UNGM, toutefois, si le soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution du contrat, le soumissionnaire doit s'inscrire à l'UNGM avant la signature du contrat.</p>

## TERMES DE REFERENCE

### I. INFORMATION SUR LA CONSULTATION

**Titre de la consultation** : Un Bureau d'Etudes pour la réalisation de deux enquêtes de terrain

**Org. Unit** : PNUD Tunisie

**Durée** : 4 mois

**Contract** : Contrat de Service

**Duty Station** : Tunis, Tunisie

**Supervisor** : Conseiller technique principal – Justice et Droits Humains

### II. CONTEXTE GENERAL ET JUSTIFICATION

La révolution tunisienne de janvier 2011 a ouvert la voie à une transition vers un système de gouvernance démocratique, fondé sur la légitimité populaire et la primauté du droit. Le système des Nations Unies a rapidement réagi à ce changement en développant une stratégie globale de transition pour appuyer les nouvelles autorités tunisiennes dans leur volonté de rompre avec un passé caractérisé par un régime autoritaire qui avait toléré des violations des droits de l'homme par certains acteurs étatiques. Faisant partie de cette stratégie, deux projets sont en cours de mise en œuvre Per le PNUD et le HCDH : un projet d'appui à l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (INLCTP) et un projet d'appui au Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM).

#### Appui aux Instances :

dans le cadre général de l'accès aux droits, le projet conjoint PNUD/HCDH « Appui à l'Instance nationale pour la prévention de la torture et l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes » vise à renforcer la confiance des détenteurs des droits dans les institutions de l'État, notamment en matière de :

- Prévention de la torture, traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que leur non-répétition.
- Lutte contre la traite des personnes.

Pour ce faire, le projet va d'une part appuyer les détenteurs d'obligations, à savoir l'INPT et l'INLCTP, à fournir un service de qualité conformément aux standards internationaux ; et d'autre part, le projet va renforcer les capacités des détenteurs de droits, c'est-à-dire la population, afin qu'elle soit suffisamment informée pour faire valoir ses droits devant ces instances.

Le projet entend atteindre l'impact attendu, à savoir : « La population en général et en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables sont mieux prémunis contre les risques de la torture et de la traite des personnes », par la réalisation des trois effets complémentaires suivants :

- L'INPT et l'INLCTP sont performantes dans la réalisation de leurs missions et attributions respectives conformément à leurs mandats spécifiques et aux standards internationaux.
- Les populations, en particulier les populations directement concernées par les interventions des Instances, sollicitent leurs interventions et accèdent à leurs services respectifs.

- L'INPT et de l'INLCTP produisent et partagent des connaissances en matière de prévention de la torture et de la lutte contre la traite des personnes.

Il a été prévu dans le cadre du projet conjoint de réaliser une enquête nationale Connaissances et Perception, et ce auprès d'un échantillon représentatif de la population tunisienne, et ce dans une finalité de :

Développer la base line du projet, en fournissant des données et informations sur l'état des lieux actuels des phénomènes de la torture et de la traite des personnes (ampleurs et prévalences, déterminants et réponses institutionnelles, ...) tout en actualisant les résultats de l'enquête nationale menée par l'INPT en avril 2017 ;

Concevoir et mettre en œuvre des actions de communication et de sensibilisation menées avec la société civile dans les régions et faciliter l'accès aux Instances : communication et sensibilisation par rapport aux rôles des Instances, à leurs prérogatives, les modalités de saisine et d'intervention, ce qui permettra de prévenir les actes de torture, de mauvais traitements et de traite. Les actions prévues seront mises en œuvre en collaboration avec les autres acteurs qui prévoient d'appuyer les deux Instances dans ce volet.

Il est utile de rappeler que :

- les résultats de l'enquête nationale menée par l'INPT en avril 2017 ont montré que 54.1% des personnes questionnées jugent que les efforts réalisés par l'Etat pour renforcer la prévention de la torture et les mauvais traitements sont faible, 81% n'ont pas d'idée sur la loi portant création de l'INPT et 75% n'ont pas entendu parler de l'INPT.

- l'INLCTP n'a pas encore réalisé d'enquête de perception auprès de la population.

Le projet, en lien avec l'approche du Programme cadre de renforcement de l'accès aux droits, veillera à renforcer l'accessibilité des Instances aux populations, notamment les plus vulnérables.

A cet effet, le projet conjoint a élaboré un projet de questionnaire qui a été validé par les deux Instances concernées: INPT et INLCTP. Ce questionnaire, formulé en langue arabe accessible, comporte 41 questions, ouvertes et fermées, de mesure des connaissances et d'appréciation des perceptions de la population.

#### **Appui au CSM :**

Le chapitre V de la constitution du 27 janvier 2014 relatif au pouvoir juridictionnel a établi les principes essentiels requis pour une justice indépendante qui garantit « la suprématie de la constitution, la souveraineté de la loi et la protection des droits et libertés ». La constitution a, en effet, consacré un ensemble de garanties aussi bien individuelles, qu'institutionnelles avec le Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

La réforme de la justice est un chantier de grande ampleur étant donné la technicité du domaine et l'architecture complexe des trois ordres juridictionnels à réformer, sans oublier les considérations institutionnelles qui pourraient ralentir ledit processus. En effet, cette réforme devrait se pencher sur plusieurs questions dont, notamment, la mise en œuvre et l'opérationnalisation de toutes les fonctions du CSM, l'organisation des différents ordres juridictionnels, le statut des magistrats, l'accès des citoyens à la justice, le droit de tout citoyen à un procès équitable, le système pénitentiaire etc...

Ces différents axes de la réforme ont été définis par la stratégie nationale de réforme du système judiciaire élaborée par le Ministère de la Justice. Cette stratégie a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires en vue d'offrir aux citoyens, aux justiciables et aux professionnels un service accessible, efficace et susceptible de protéger les libertés et de garantir les droits individuels et collectifs.

C'est dans ce cadre que le CSM s'est engagé dans un projet d'appui à son installation et opérationnalisation, avec la contribution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH), pour garantir l'indépendance et l'autonomie du pouvoir de la justice, et ce en continuation à l'appui

accordé depuis 2011 par le système des Nations Unies aux démarches des autorités tunisiennes vers la construction d'un état de droit.

Le projet d'Appui au Conseil supérieur de la magistrature, développé par le PNUD et le HCDH, vise à renforcer les capacités des institutions garantes de l'État de droit, à assurer un meilleur accès à la justice et à la sécurité, notamment des plus vulnérables, dans le respect des standards internationaux.

C'est dans ce cadre que les parties prenantes concernées ont décidé de réaliser une enquête nationale "Connaissances et perceptions" au niveau de la population tunisienne pour apprécier ses connaissances et sa perception par rapport à l'indépendance de la magistrature et le rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature. La finalité de ce travail consiste à:

- Développer la base line du projet, en fournissant des données et informations sur l'état des lieux actuels sur les connaissances et la perception de la population à l'égard de l'indépendance de la justice et le rôle du CSM.
- Concevoir et mettre en œuvre des actions de communication et de sensibilisation menées avec la société civile et le milieu universitaire sur l'indépendance de la justice et le rôle du CSM, ses missions, ses prérogatives et ses performances.
- Aider le CSM, et ce à partir des résultats de l'enquête, à déterminer ses priorités prioritaires d'intervention, notamment sur le plan de la communication avec les acteurs institutionnels et non institutionnels et le large public.

Il est utile de rappeler que le CSM n'a réalisé aucune enquête de perception auprès de la population depuis son instauration en 2016.

A cet effet, le projet conjoint a élaboré un projet de questionnaire qui a été validé par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Ce questionnaire, formulé en langue arabe accessible, comporte 25 questions, ouvertes et fermées, de mesure des connaissances et d'appréciation des perceptions de la population.

#### **Mission du bureau d'études :**

Le projet conjoint souhaite recruter un Bureau d'Etudes pour :

- Conduire l'enquête sur le terrain concernant **les connaissances et les perceptions de la population tunisienne relatives aux phénomènes de la torture et de la traite des personnes et aux rôles de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (INLCTP)** et réaliser le rapport de l'enquête comprenant les résultats extrapolés issus des données collectées sur le terrain. Le Bureau d'Etudes travaillera sous la supervision directe du Conseiller technique principal du PNUD, et en étroite coordination avec l'équipe du projet conjoint (l'expert national en appui aux Instances et l'expert national en suivi et évaluation du PNUD, ainsi que l'Officier des droits de l'homme du HCDH) ainsi que les instances INPT et INLCTP. L'équipe du Bureau d'Etudes (Chef d'équipe, Enquêteurs et superviseurs) bénéficiera d'un appui technique (Formation sur le questionnaire, Glossaire des concepts et la terminologie utilisée, références des principaux textes juridiques régissant les domaines couverts par l'enquête).
- Conduire l'enquête sur le terrain concernant **les connaissances et les perceptions de la population tunisienne relatives à l'indépendance de la justice et au rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)** et réaliser le rapport de l'enquête comprenant les résultats extrapolés issus des données collectées sur le terrain. Le Bureau d'Etudes travaillera sous la supervision directe du Conseiller technique principal du PNUD, et en étroite coordination avec l'équipe du projet conjoint (l'expert national d'appui au CSM et l'expert national en suivi et évaluation du PNUD, ainsi que l'Officier des droits de l'homme du HCDH) ainsi que le CSM. L'équipe du Bureau d'Etudes (Chef d'équipe, Enquêteurs et superviseurs) bénéficiera d'un appui technique (Formation sur le questionnaire, Glossaire des concepts et la terminologie utilisée, références des principaux textes juridiques régissant les domaines couverts par l'enquête).

Considérant la pandémie de COVID 19, l'équipe du Projet Conjoint au PNUD veillera à assurer au Bureau d'Etudes les protections nécessaires qu'exige la réalisation d'une enquête de terrain de cette envergure. A cet effet, le PNUD mettra à la disposition du Bureau d'Etudes retenu, en quantité suffisante, le gel antiseptique désinfectant et les masques de protection (Bavettes) à distribuer aux enquêteurs, superviseurs et aux personnes à enquêter.

### III. OBJECTIFS ET SPECIFICITES TECHNIQUES

#### Objectif Général :

La mission définie par les présents termes de référence vise à appuyer l'équipe du PNUD en charge des projets conjoint PNUD/HCDH d'appui aux instances et au CSM à la réalisation d'une enquête nationale sur les connaissances et les perceptions de la population tunisienne relatives aux phénomènes de la torture et de la traite des personnes et aux rôles de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (INLCTP) ainsi qu'à l'indépendance de la justice et au rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM). Cette enquête aura une couverture nationale.

#### Objectifs spécifiques :

La mission aura pour objectifs spécifiques et opérationnels de :

- Apporter un appui technique à la validation finale des deux questionnaires élaborés par l'équipe du projet conjoint notamment suite aux tests des questionnaires sur un échantillon réduit (dans deux zones ne faisant pas partie de l'échantillon principal de l'enquête, l'une en milieu urbain et l'autre en milieu rural) ;
- Revoir la formulation de certaines questions ou certaines modalités de réponses, s'il y a lieu, à la suite des éventuelles remarques et recommandations dégagées des tests des deux questionnaires, et établir les deux questionnaires sous leurs formes définitives après leur validation par l'équipe du Projet et les partenaires concernés ;
- Assurer la réalisation des enquêtes sur le terrain selon l'échantillon proposé, et contrôler et vérifier la fiabilité des données et valider l'opération de collecte des données ;
- Préparer et soumettre les rapports des enquêtes comprenant les résultats extrapolés issus des données collectées sur le terrain, présentés sous forme de tableaux et de graphiques commentés ;
- Attirer l'attention de l'équipe de projet sur toute action qu'il serait nécessaire de mener pour assurer des résultats optimaux desdites enquête.

#### Spécificités techniques :

- **Objet** : réalisation de deux enquêtes nationales sur les connaissances et les perceptions de la population tunisienne relatives aux phénomènes de la torture et de la traite des personnes et aux rôles de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (INLCTP) ainsi qu'à l'indépendance de la justice et au rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)
- **Date** : Entre février 2021 et mai 2021
- **Cible et taille de l'échantillon** : Les enquêtes seront conduites auprès des personnes adultes (de 18 ans et +) d'un échantillon aléatoire de 1.275 personnes, représentatif de la population tunisienne
- **Distribution géographique de l'échantillon** :
  - Les zones d'enquêtes devront être représentatives des gouvernorats et délégations de la Tunisie avec des probabilités proportionnelles à leurs tailles en termes de nombres de ménages conformément au recensement RGPH de l'INS en 2014.
  - Les zones d'enquêtes doivent être stratifiés selon le milieu (urbain/rural) au niveau de tous les gouvernorats de la Tunisie.
- **Méthodologie terrain** : Enquête en face à face auprès des personnes.

#### IV. RESULTATS ET LIVRABLES ATTENDUS

##### Résultats attendus :

- Etablissement des deux questionnaires sous leurs formes définitives et leurs supports pertinents (en langue arabe simple accessible à la population) après leurs testing sur un échantillon réduit de la population ;
- Réalisation des deux enquêtes de terrain sur les connaissances et les perceptions de la population tunisienne relatives aux phénomènes de la torture et de la traite des personnes et aux rôles de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (INLCTP) ainsi qu'à l'indépendance de la justice et au rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) selon l'échantillonnage proposé ;
- Préparation des rapports d'enquête comprenant les résultats extrapolés issus des données collectées sur le terrain présenté sous forme de tableaux et de graphiques.

##### Livrables :

Les documents des livrables seront rédigés en français et soumis par e-mail sous format Word, Excel, Power Point et tout autre format pertinent au Conseiller technique principal – Justice et Droits Humains du PNUD.

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Produits attendus	Validation	Planning prévisionnel
1. Les deux questionnaires dans leurs versions définitives et leurs supports pertinents (testés et validés)	CTP justice et droits humains	1 mois après la signature du contrat
2. Deux rapports préliminaires un pour chaque enquête	CTP justice et droits humains	3 mois après la signature du contrat
3. Deux rapports finaux un pour chaque enquête	CTP justice et droits humains	4 mois après la signature du contrat

## V. COMPÉTENCES

### Compétences liées aux Nations Unies

- Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques des Nations Unies ;
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité.

### Compétences liées au contrat :

- Une expérience avec le système des Nations Unies, en particulier le PNUD et/ou le HCDH, et une bonne connaissance de leur mandat est un atout ;
- Capacité avérée à appliquer les bonnes pratiques et à prodiguer des conseils analytiques ; Démontre de très bonnes capacités de communication tant écrites qu'orales y compris capacité à préparer des rapports de qualité.

## VI. QUALIFICATIONS REQUISES DU PRESTATAIRE

Expérience :

Vaste expérience dans la conduite et l'analyse statistique des enquêtes par sondage auprès des ménages et des individus. Plus spécifiquement, le bureau doit avoir le profil suivant :

- Expérience d'au moins 10 ans dans la conduite et la supervision des enquêtes nationales sociales par sondage auprès des ménages et des individus ;
- Au moins une expérience de réalisation d'un projet similaire dans le secteur de la gouvernance et/ou des droits de l'homme ;
- Au moins une expérience dans une enquête Connaissance et Perception en face à face.

## VII. CALENDRIER ET DURÉE

La mission durera 66 jours de travail effectif étalés sur 4 mois, à compter de la date de la signature du contrat

## VIII. LIEU DE TRAVAIL

La mission se déroulera à Tunis avec des déplacements possibles dans les 24 gouvernorats.

## IX. PROPOSITION FINANCIERE ET MODALITES DE PAIEMENT

Le Bureau d'Etudes devra faire parvenir une offre financière (selon le modèle fourni dans l'annexe 3) incluant ses honoraires ainsi que tous ses frais relatifs à la mission (y compris les déplacements dans la région). Cette offre ne devra pas contenir les dépenses à engager pour les mesures de protection contre le COVID 19 (Bavettes et gel), qui seront assurées par le PNUD pour le Bureau d'Etudes retenu.

Le paiement sera effectué selon l'échéancier suivant :

- 20 % suite à la validation des deux questionnaires définitifs (livrable 1)
- 40 % suite à la validation des deux rapports préliminaires de l'enquête (livrable 2)
- 40 % suite à la validation des deux rapports finaux (livrable 3)

## X. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE :

Le bureau d'étude souhaitant postuler devra soumettre au PNUD :

### a) Un dossier administratif :

- Copie du Registre du commerce récent ou tout autre document témoignant du statut de la société
- Une attestation d'immatriculation/de paiement délivrée par l'administration fiscale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales ou une attestation d'exonération fiscale, si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ;
- Un profil d'entreprise de 15 pages maximum ;
- Liste des références avec les noms des clients et leurs coordonnées (mettre sous forme d'un tableau le descriptif de la mission, date de début et de fin, montant et personne contact (nom, poste adresse email) de chaque mission) ;
- Une déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU ;

### b) Une offre technique comprenant :

- CV incluant l'expérience acquise ; CV du Chef d'équipe, de l'Informaticien/Analyste et de trois Superviseurs d'enquête ;
- Le Bureau d'Etudes devra présenter en 3 pages maximum une proposition de méthodologie relative à la mise en œuvre de la mission : méthode et logiciel ; Ainsi que le planning et les délais d'exécution de la mission.
- Note explicative sur la compréhension des TDRs et les raisons de la candidature ;

### c) Une offre financière :

Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé Aux soumissionnaires de fournir une ventilation du montant proposé. Les soumissionnaires doivent spécifier dans cette ventilation budgétaire les honoraires et tous les coûts associés, en tenant compte du nombre de jours de travail prévus, des activités programmées, du matériel à produire, ainsi que du nombre de jours sur le terrain, conformément à ce qui aura été décrit dans la proposition technique.

Par ailleurs, les Soumissionnaires voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est-à-dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TDR et après validation de ces livrables par le CTP justice et droits humains.

## XI. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Les offres seront évaluées en deux étapes selon les critères suivants :

### A. EVALUATION TECHNIQUE

Le bureau d'étude doit avoir :

Une vaste expérience dans la conduite et l'analyse statistique des enquêtes par sondage auprès des ménages et des individus. Plus spécifiquement, le bureau doit avoir le profil suivant :

- Expérience d'au moins 10 ans dans la conduite et la supervision des enquêtes nationales sociales par sondage auprès des ménages et des individus ;
- Au moins une expérience de réalisation d'un projet similaire dans le secteur de la gouvernance et/ou des droits de l'homme ;
- Au moins une expérience dans une enquête Connaissance et Perception en face à face.

Pour la réalisation de la mission décrite dans les présents termes de référence, le soumissionnaire proposera au moins une équipe composée de cinq (05) experts ayant les profils suivants :

- **Un chef d'équipe** ayant au moins un diplôme de 3ème cycle ou équivalent en statistique/démographie ou sociologie ou domaine équivalent et ayant au moins 5 ans d'expérience dans la conduite et l'analyse statistique économique et sociale des enquêtes par sondage
- **Un Informaticien/Analyste** ayant au moins un diplôme universitaire en informatique ou domaine équivalent et ayant au moins 5 ans d'expériences dans le traitement informatique des enquêtes statistiques par sondage
- **Trois (3) Superviseurs d'enquêtes** Niveau bac + 2 minimum, ayant au moins 5 ans d'expérience dans l'encadrement des agents enquêteurs et la supervision de l'opération de collecte de données sur le terrain des enquêtes statistiques par sondage

**\*Les propositions incomplètes ne respectant pas ces instructions seront rejetées.**

## **B. EVALUATION FINANCIERE**

L'offre la plus basse parmi les offres techniquement qualifiées.

## ANNEXE 2: FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE

Les soumissionnaires sont priés de remplir ce formulaire, y compris le profil de la société et la déclaration du soumissionnaire, de le signer et de le retourner dans le cadre de leur devis ainsi que l'annexe 3 : Offre technique et financière. Le soumissionnaire remplit ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format n'est autorisée et aucune substitution n'est acceptée.

Nom du soumissionnaire :	Click or tap here to enter text.	
RFQ reference:	Click or tap here to enter text.	Date: Click or tap to enter a date.

### Profil de l'entreprise

Description	Détail
Nom légal du soumissionnaire ou de l'entité principale pour les JV	Click or tap here to enter text.
Adresse juridique, Ville, Pays	Click or tap here to enter text.
Website	Click or tap here to enter text.
Année d'enregistrement	Click or tap here to enter text.
Structure juridique	Choose an item.
Êtes-vous un vendeur enregistré UNGM ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, Insérer le numéro de fournisseur UNGM
Certification d'assurance de la qualité (p. ex. ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat valide) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre entreprise détient-elle une accréditation telle que la loi ISO 14001 ou l'ISO 14064 ou l'équivalent lié à l'environnement ? (Si oui, fournissez une copie du certificat valide) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre entreprise a-t-elle une déclaration écrite de sa politique environnementale ? (Si oui, fournissez une copie)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre organisation fait-elle preuve d'un engagement important envers la durabilité par d'autres moyens, par exemple des documents de politique internes de l'entreprise sur l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables ou	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

l'appartenance à des institutions commerciales qui font la promotion de ces questions ( <i>Si oui, fournissez une copie</i> )				
Votre entreprise est-elle membre du Pacte mondial des Nations Unies	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Informations bancaires	Nom de la banque: Click or tap here to enter text. Adresse de la banque: Click or tap here to enter text. IBAN: Click or tap here to enter text. SWIFT/BIC: Click or tap here to enter text. Devise du compte: Click or tap here to enter text. Numéro de compte bancaire : Click or tap here to enter text.			
<b>Expérience pertinente antérieure : 3 contrats</b>				
Nom des contrats précédents	Coordonnées du client et des références, y compris le courrier électronique	Valeur du contrat	Période d'activité	Types d'activités entreprises

#### Déclaration du soumissionnaire

Oui	Non	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Exigences et conditions générales :</b> J'ai /Nous avons lu et bien compris la RFQ, y compris l'information et les données de la RFQ, l'annexe des exigences, les conditions générales du contrat et toutes les conditions spéciales du contrat. Je/nous confirmons que le soumissionnaire accepte d'être lié par eux.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je/Nous confirmons que le soumissionnaire possède la capacité et les licences nécessaires pour satisfaire ou dépasser complètement les exigences et qu'il sera disponible pour délivrer durant la période pertinente du contrat.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Éthique:</b> En soumettant cette offre, Je/nous garantissons que le soumissionnaire: n'a conclu aucun arrangement inapproprié, illégal, collusoire ou anticoncurrentiel avec un concurrent; n'a pas approché directement ou indirectement un représentant de l'acheteur (autre que le point de contact) pour faire du lobbying ou solliciter des renseignements concernant la RFQ ;n'a pas tenté d'influencer, ni de fournir une forme quelconque d'incitation personnelle, de récompense ou d'avantage à un représentant de l'acheteur.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je/Nous confirmons qu'il s'engage à ne pas se risquer dans des pratiques interdites, ou toute autre pratique contraire à l'éthique, avec l'ONU ou toute autre partie, et de mener des affaires d'une manière qui évite tout risque financier, opérationnel, de réputation ou autre indu pour l'ONU et nous avons lu le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies: <a href="https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct">https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct</a> et reconnaissons qu'il fournit les normes minimales attendues des fournisseurs de l'ONU.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Conflit d'intérêts :</b> Je/Nous garantissons que le soumissionnaire n'a pas de conflit d'intérêts réel, potentiel ou perçu pour soumettre ce devis ou conclure un contrat pour exécuter les exigences. Lorsqu'un conflit d'intérêts survient au cours du processus de la RFQ, le soumissionnaire le signalera immédiatement au point de contact de l'organisation adjudicatrice.

Oui	Non	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Interdictions, sanctions:</b> Je/Nous déclarons par les présentes que notre entreprise, ses filiales, filiales ou employés, y compris les membres de JV/Consortium ou les sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du contrat n'est pas sous interdiction d'achat par l'Organisation des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions découlant du Recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies et n'ont pas été suspendus, radiés, sanctionnés ou autrement identifiés comme non admissibles par aucune Organisation des Nations Unies ou le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre Organisation internationale.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Faillite :</b> Je/Nous n'avons pas déclaré faillite, nous ne sommes pas impliqués dans des procédures de faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre eux qui pourraient nuire à leurs opérations dans un avenir prévisible.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Période de validité de l'offre :</b> Je/Nous confirmons que ce devis, y compris le prix, reste ouvert à l'acceptation de la validité de l'offre.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je /Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute offre que vous recevrez, et nous certifions que les marchandises offertes dans notre devis sont nouvelles et inutilisées.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En signant cette déclaration, le signataire ci-dessous représente, justifie et convient qu'il a été autorisé par l'Organisation à faire cette déclaration en son nom.

Signature: \_\_\_\_\_

Nom: Click or tap here to enter text.

Titre: Click or tap here to enter text.

Date: Click or tap to enter a date.

### ANNEXE 3 : OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE - SERVICES

Les soumissionnaires sont priés de remplir ce formulaire, de le signer et de le retourner dans le cadre de leur devis ainsi que du formulaire de soumission de l'annexe 2. Le soumissionnaire remplit ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format n'est autorisée et aucune substitution n'est acceptée.

Nom du soumissionnaire :	Click or tap here to enter text.	
RFQ reference:	Click or tap here to enter text.	Date: Click or tap to enter a date.

#### Offre technique

Fournir les éléments suivants :

1. Une brève description de votre qualification, de votre capacité et de votre expertise pertinente au mandat.
2. Une méthodologie, une approche et un plan de mise en œuvre brefs ;
3. Composition de l'équipe et CV du personnel clé

#### Offre financière

Fournissez une somme forfaitaire pour la prestation des services indiqués dans le mandat de votre offre technique. Le montant forfaitaire devrait inclure tous les coûts de préparation et de prestation des Services. Tous les tarifs journaliers sont basés sur une journée de travail de huit heures.

**Monnaie de l'offre:** Click or tap here to enter text.

Ref	Description des livrables	Prix
1.	Les deux questionnaires dans leurs versions définitives et leurs supports pertinents (testés et validés)	
2.	Deux rapports préliminaires un pour chaque enquête	
3.	Deux rapports finaux un pour chaque enquête	
<b>Prix total</b>		

#### Répartition des frais

Personnel / autres éléments	UOM	Qty	Prix unitaire	Prix total
Personnel				
<b>Chef de projet/chef d'équipe</b>	Jour	1		
<b>Un Informaticien/Analyste</b>	Jour	1		
<b>Superviseurs d'enquêtes</b>	Jour	3		
Autres dépenses				
Déplacements				
Indemnité de subsistance				

Transport local				
Communication				
Autres coûts : (veuillez préciser)				
<b>Total</b>				

### Respect des exigences

	Vos réponses		
	Oui, nous nous conformerons	Non, nous ne pouvons pas nous conformer	Si vous ne pouvez pas vous conformer, pls. Indiquer une contre-offre
Durée de remise de tous les livrables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Click or tap here to enter text.
Validité de l'offre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Click or tap here to enter text.
Modalités de paiement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Click or tap here to enter text.

Je, soussigné, certifie que je suis dûment autorisé à signer cette offre et à lier la société ci-dessous au cas où l'offre serait acceptée.

<p><i>Nom exact et adresse de l'entreprise</i></p> <p>Nom de l'entreprise Click or tap here to enter text.</p> <p>Adresse: Click or tap here to enter text.</p> <p>Click or tap here to enter text.</p> <p>Phone No.: Click or tap here to enter text.</p> <p>Adresse e-mail: Click or tap here to enter text.</p>	<p>Signature autorisée: _____</p> <p>_____</p> <p>Date: Click or tap here to enter text.</p> <p>Nom: Click or tap here to enter text.</p> <p>Titre fonctionnel du signataire : Click or tap here to enter text.</p> <p>Adresse e-mail: Click or tap here to enter text.</p>
--	---